



lundi 1 mai 2017

Les grands titres:

- Le chef des droits de l'homme de l'ONU alarmé par la situation en RDC et au Soudan du Sud
- Le Président de l'Assemblée générale appelle à protéger et gérer de manière durable les forêts
- Le HCR met en place un pont aérien vers l'Angola pour aider les réfugiés récemment arrivés de RDC
- Les droits des peuples autochtones ne sont pas dans un très bon état, selon une experte de l'ONU
- Asie-Pacifique : une gouvernance efficace appuiera la croissance et la réalisation des objectifs mondiaux, selon l'ONU
- Iraq : 36 Yézidis libérés après avoir été détenus pendant près de trois ans par Daech
- Soudan du Sud : le chef de l'ONU demande aux belligérants de cesser les hostilités
- L'UNESCO célèbre la capacité du jazz à unir les peuples

Le chef des droits de l'homme de l'ONU alarmé par la situation en RDC et au Soudan du Sud



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

1er mai - Plusieurs gouvernements du monde entier réagissent à la violence en violant les normes internationales en matière de droits de l'homme, a dénoncé lundi le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, lors d'une conférence de presse à Genève.

M. Zeid s'est dit préoccupé de ces tendances inquiétantes documentées dans différents pays, dénonçant en particulier l'utilisation excessive de l'état d'urgence, l'augmentation des exécutions extrajudiciaires et des arrestations arbitraires, le déni de la liberté d'expression et des ravages au sein de la société civile. Il s'est aussi inquiété des problèmes d'accès de ses équipes, notamment quand il s'est agi de faire la lumière sur la situation des musulmans

Rohingya au Myanmar, la situation dans le sud-est de la Turquie, en Syrie et au Burundi.

Le Haut-Commissaire s'est dit profondément alarmé de la situation en République démocratique du Congo (RDC). Ses équipes continuent de suivre de près la situation sur le terrain en parlant aux victimes et aux témoins afin de documenter toutes les violations mais aussi pour faire pression sur la reddition des comptes face aux horribles informations faisant état d'atrocités dans ce pays.

Des centaines de personnes ont été tués et jusqu'à 40 fosses communes ont été découvertes dans la région des Kassaï. Une occasion pour le chef des droits de l'homme de l'ONU de plaider pour que justice soit rendue après les meurtres « affreux » de l'Américain Michael Sharp et de la Suédoise Zaida Catalan. « Nous appelons à des enquêtes indépendantes et à la justice,



peu importe qui sont les auteurs et les instigateurs de ces meurtres », a-t-il dit.

Impunité au Soudan du Sud

Le chef des droits de l'homme s'est dit aussi très inquiet de la poursuite des violences dans de nombreuses régions du Soudan du Sud. Selon lui, cette situation volatile est le résultat de l'impunité. Il est temps pour la communauté internationale d'aller de l'avant pour concrétiser d'urgence le projet de tribunal hybride pour le Soudan du Sud.

Selon M. Zeid, ce sont les violations des droits de l'homme qui ont en partie entraîné des famines au Yémen et au Soudan du Sud. Les déficits en matière de droits de l'homme ont exacerbé l'impact de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et au nord du Nigéria.

Pour le Haut-Commissaire, « ce ne sont pas des famines causées par des catastrophes naturelles seulement mais elles sont en grande partie, sinon entièrement provoquées par l'homme. Elles se sont produites lorsque ceux qui sont au pouvoir ont donné la priorité à l'idéologie, à la politique et aux intérêts de certains groupes et cela pèse sur la sécurité alimentaire pour l'ensemble de la population ou quand ces responsables utilisent les vivres comme moyen de contrôler la population ou refusent l'accès aux organisations humanitaires ». A cet égard, il a rappelé qu'au Soudan du Sud, des travailleurs humanitaires qui sont attaqués continuent de payer un lourd tribut avec 14 travailleurs déjà tués cette année.

S'agissant de la Côte d'Ivoire, le Haut-Commissaire a noté des améliorations significatives et l'adoption de lois progressistes pour faire respecter les droits de l'homme mais il s'est dit préoccupé de la question de l'impunité notamment sur la reddition des comptes de certains anciens commandants des rebelles qui ont été accusés de graves abus.

L'incitation à la haine ne peut être tolérée lors d'événements sportifs

Toujours en Afrique de l'Ouest, il s'est félicité du leadership de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et son rôle dans la transition pacifique de la Gambie. Même satisfecit pour le verdict prononcé à l'encontre de l'ancien Président du Tchad, Hissène Habré, pour crimes contre l'humanité, exécutions sommaires, torture et viol, par une cour spéciale au Sénégal.

Sur la Turquie, M. Zeid s'est dit également « très inquiet du renouvellement de l'état d'urgence » par un vote au parlement le 18 avril, affirmant que cette décision avait été prise « dans un climat de peur dans le pays ». Il a également condamné la révocation samedi de près de 4.000 fonctionnaires, dont un millier d'employés du ministère de la Justice et un millier d'autres dépendant de l'armée.

Sur le dossier de la lutte contre le racisme, il a évoqué l'incident de ce week-end en Italie qui a vu l'international ghanéen Sulley Muntari quitter le terrain suite à des cris racistes. Le Haut-Commissaire est également revenu sur une vidéo montrant l'attitude de supporters ukrainiens lors d'un match le 21 avril dernier Dynamo Kiev au Chakhtar Donetsk. « Ce que nous avons vu à un match de football en Ukraine, de la part des fans de « Dynamo » (Kiev) dans l'habillement du Ku Klux Klan et avec une croix gammée, sont très inquiétantes », a dénoncé Zeid Ra'ad Al Hussein. Il a souligné que de telles manifestations « exigent plus profond d'attention de la part de la FIFA » et que « l'incitation à la haine ne doit pas être tolérée lors d'événements sportifs majeurs ».

Enfin, s'agissant du populisme, le chef des droits de l'homme de l'ONU a indiqué qu'il allait suivre avec attentions les différents scrutins prévus cette année, notamment en France et en Allemagne. Il a jugé « encourageant » le regain d'énergie des mouvements antipopulistes dans plusieurs régions du monde.

Le Haut-Commissaire s'est enfin prononcé sur l'invitation du président américain à son homologue philippin Rodrigo Duterte à se rendre aux Etats-Unis, il a souhaité également que Washington fasse passer un message « clair » sur « le sentiment d'inquiétude » face à la situation aux Philippines. D'autant plus que les Etats-Unis ont indiqué récemment au Conseil de sécurité de l'ONU faire des droits de l'homme une priorité.

Le Président de l'Assemblée générale appelle à protéger et gérer de manière durable les forêts



La forêt de Selm Muir à West Lothian, en Écosse. Photo: ONU / Robert Clamp

1 mai - A l'ouverture de la 12e session du Forum des Nations Unies sur les forêts, le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, a insisté lundi sur la protection et la gestion durable des forêts et sur la mise en oeuvre du Plan stratégique adopté la semaine dernière par l'Assemblée générale.

« Nous devons faire de la protection de nos forêts et de leur gestion durable la priorité, pour les générations actuelles et futures », a dit M. Thomson dans un discours.

Il a rappelé que les forêts abritent plus de 80% de toutes les espèces d'animaux, de plantes et d'insectes terrestres, régulent le climat, empêchent la dégradation des terres, réduisent le risque d'inondations, de glissements de terrain et d'avalanches et protègent contre les sécheresses et les tempêtes de poussière.

« Elles jouent un rôle essentiel pour éliminer les pires effets du changement climatique, en étant les deuxièmes zones de stockage de carbone au monde », a souligné M. Thomson. En outre, environ 1,6 milliard de personnes - soit 25% de la population mondiale - dépendent de la forêt pour leur sécurité alimentaire et leur nutrition, leurs revenus et leurs moyens de subsistance, et comme source d'énergie. Cela inclut environ 70 millions d'autochtones.

Bien que les forêts soient essentielles pour l'équilibre de l'écosystème mondial et pour parvenir à un développement durable, des décennies de gestion non durable ont détruit, dégradé et épuisé d'énormes quantités de forêts naturelles de la planète. Actuellement, 13 millions d'hectares de forêts continuent d'être perdus chaque année. Les raisons de cette déforestation sont multiples et sont largement influencées par l'activité humaine.

« Dans ce contexte, la décision la semaine dernière de l'Assemblée générale d'adopter le premier Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts (2017-2030) est cruciale », a dit M. Thomson. Ce plan fournit un cadre mondial pour la gestion durable des forêts, l'arrêt du déboisement et de la dégradation des forêts et le renforcement de la coopération dans ce domaine.

Selon le Président de l'Assemblée générale, il faut tout d'abord promouvoir les efforts aux niveaux local, national, régional et international pour soutenir l'utilisation durable et la protection des forêts, notamment en investissant dans des campagnes d'éducation pour sensibiliser à l'importance des forêts.

« Deuxièmement, nous devons veiller à ce que la gestion durable des forêts et des terres soit incluse dans la planification du développement national et les processus budgétaires », a ajouté M. Thomson.

Troisièmement, il faut, selon lui, renforcer les partenariats innovants existants et en créer de nouveaux réunissant les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, les propriétaires fonciers, le secteur privé, les communautés locales et les institutions environnementales, scientifiques et académiques, afin d'élaborer des plans qui favorisent un développement économique durable et la protection de l'environnement.

Quatrièmement, il faut élargir les possibilités économiques et sociales non forestières pour les communautés tributaires de la forêt et leur fournir des sources alternatives de revenus. « Et enfin, nous devons chercher à exploiter le pouvoir de la science, de l'innovation et de la technologie pour susciter des mesures aidant à contrer les causes de la déforestation », a dit M. Thomson.

Le HCR met en place un pont aérien vers l'Angola pour aider les réfugiés récemment arrivés de RDC



Des employés du HCR au centre d'accueil de Mussungue, dans le nord-ouest de l'Angola, distribuent des denrées alimentaires à des réfugiés congolais qui ont fui une éruption de la violence dans la région du Kasai. Photo HCR/Adronico Marcos Lucamba

1 mai - Un avion-cargo transportant des articles de secours du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a atterri dimanche matin à Luanda, en Angola, pour porter secours à plus de 11.000 personnes ayant fui la toute dernière éruption de violence en République démocratique du Congo (RDC).

Cet avion-cargo, dont la rotation est financée par l'entreprise UPS, a atterri dans la capitale angolaise en provenance de Dubaï avec, à son bord, 3.500 bâches en plastique et 100 rouleaux de toile plastique pour équiper les abris pendant la saison des pluies, 17.000 nattes de couchage, 16.902 couvertures en laine polaire polyester, 8.000 moustiquaires, 3.640 batteries d'ustensiles de cuisine, 8.000 jerrycans et 4.000 seaux en plastique.

Le HCR va acheminer davantage d'articles de secours vers l'Angola dans les prochains jours.

Le conflit brutal dans la région auparavant pacifique du Kasai, en RDC, a déjà provoqué le déplacement de plus d'un million de civils à l'intérieur du pays depuis son éruption à la mi-2016.

L'aide humanitaire aux récents arrivants sera distribuée dans la région frontalière de Dundo où les réfugiés sont abrités dans des centres d'accueil de fortune depuis début avril. Les réfugiés, dont environ 4.000 enfants, arrivent épuisés. Un grand nombre d'entre eux portent des signes visibles de violence et arrivent dans un très grand dénuement. Les conditions dans ces centres d'accueil surpeuplés sont extrêmement dégradées.

« Les arrivants ont d'urgence besoin d'une aide vitale, y compris de la nourriture, de l'eau, des abris et des soins médicaux », a déclaré la Représentante régionale du HCR pour l'Afrique australe, Sharon Cooper. « Par ailleurs, le HCR achète localement de la nourriture pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables, y compris les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées ».

Une équipe d'urgence du HCR est présente à Luanda et également à Dundo pour répondre aux besoins des réfugiés et coordonner l'opération de secours avec le gouvernement, les autorités locales et les partenaires sur le terrain.

Les autorités angolaises s'approprient à allouer un nouveau site à Nzaji, dans la municipalité de Camulo, à environ 90 kilomètres de la frontière. Ce site avait déjà été utilisé pour héberger des personnes déplacées durant la guerre civile en Angola. Des préparatifs sont en cours pour évaluer le site et mettre en place des abris, des latrines, des douches et des points d'eau afin d'y transférer les demandeurs d'asile.

La frontière est contrôlée par l'armée angolaise. Le HCR a demandé aux autorités de permettre aux réfugiés de continuer à traverser la frontière, de fournir un accès sans entrave à l'agence onusienne pour aider les nouveaux arrivants, et de ne pas renvoyer les personnes fuyant la violence en RDC.

L'Angola accueille actuellement 56.700 réfugiés et demandeurs d'asile, dont près de 25.000 d'entre eux sont originaires de RDC.

Le HCR en Angola avait un budget annuel initial de 2,5 millions de dollars pour assurer la protection et venir en aide à quelque 46.000 personnes relevant de sa compétence. En réponse à l'urgence actuelle, le HCR lance un appel de fonds d'un montant de 5,5 millions de dollars pour fournir une aide immédiate.

UPS est l'un des partenaires clés du HCR dans les situations d'urgence. Chaque année, la Fondation UPS fournit une expertise logistique, des fonds et des services afin d'appuyer et améliorer la réponse d'urgence de l'agence des Nations Unies

pour les réfugiés, pour fournir une aide vitale aux familles déracinées.

Les droits des peuples autochtones ne sont pas dans un très bon état, selon une experte de l'ONU



Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz. Photo ONU/Eskinder Debebe

1 mai - En marge de la session de 2017 de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz, a indiqué lundi que les autorités et les entreprises bafouent les droits de ces peuples afin d'avoir accès à leurs terres et à leurs ressources.

« La situation des droits des peuples autochtones n'est vraiment pas très bonne aujourd'hui, car il existe des politiques et des lois pour les criminaliser », a déclaré Mme Tauli-Corpuz, lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'ONU à New York où se tient depuis lundi dernier la seizième session de l'Instance permanente.

La Rapporteuse spéciale a fait état de recours au harcèlement, à la torture et aux arrestations à l'encontre de peuples autochtones qui protégeaient de façon pacifique leurs biens. Ces actes sont contraires à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, adoptée par l'Assemblée générale en septembre 2007, qui a mis en place un cadre universel de normes minimales pour la survie, la dignité, le bien-être et les droits des peuples autochtones dans le monde.

« La principale préoccupation des peuples autochtones est vraiment d'œuvrer à la défense de leurs terres et de leurs ressources et à la protection du droit à l'autodétermination », a déclaré Mme Tauli-Corpuz. « Dans l'affirmation de leur droit, ils sont accusés d'être terroristes ou arrêtés ».

L'experte indépendante des Nations Unies vient de rentrer du Honduras, où elle a rencontré la famille d'un défenseur des droits autochtones tué l'année dernière. Elle a fait remarquer que les audiences dans cette affaire sont retardées et a déclaré qu'il y avait un « manque de détermination du côté des procureurs pour poursuivre » une action en justice.

Mme Tauli-Corpuz a récemment été aux États-Unis, où les membres de la réserve de Standing Rock protestent contre la construction de l'oléoduc Dakota Access. Sur place, elle a vu des personnes autochtones être arrêtés et des chiens de police se jeter sur eux. Ces « rassemblements ne sont pas violents et ne devraient pas être soumis à ce type de force », a déclaré Mme Tauli-Corpuz.

Les peuples autochtones représentent 5% de la population mondiale, mais leurs terres représentent environ 80% de la biodiversité mondiale, selon les chiffres cités par l'ONU.

« L'essence, les minéraux, tout est sous la terre, ce qui entraîne un énorme problème », a déclaré Lourdes Tibán Guala, membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, originaire d'Équateur.

S'exprimant aux côtés de Mme Tauli-Corpuz, Mme Tibán Guala a souligné l'importance de la terre pour les peuples autochtones. « La terre transmet tout, la santé, l'éducation, l'agriculture. Mais chaque fois qu'il y a des négociations sur l'économie d'un pays, les terres des peuples autochtones sont les premières à être utilisées », a-t-elle déploré. « Les peuples autochtones ne veulent pas de machineries sur leur territoire sans consultation préalable », a souligné la défenseure équatorienne.

Asie-Pacifique : une gouvernance efficace appuiera la croissance et la réalisation des objectifs mondiaux, selon l'ONU



Des ouvriers d'un chantier de construction dans la province de Binh Thuan, au Viet Nam.
Photo OIT/Nguyen Viet Thanh

1 mai - Malgré des perspectives économiques largement positives pour 2017 en Asie-Pacifique, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a appelé lundi à une gouvernance efficace et une meilleure gestion fiscale des économies de la région confrontées à une incertitude mondiale croissante et au protectionnisme commercial.

A l'occasion de la publication de l'édition 2017 de son 'Enquête économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique', la CESAP souligne que les économies en développement de la région devraient respectivement croître de 5,0% et 5,1% en 2017 et 2018, contre 4,9% en 2016.

L'enquête de la commission régionale estime qu'une augmentation plus prononcée que prévu du protectionnisme et de l'incertitude mondiale pourrait réduire la croissance moyenne de la région en 2017 de 1,2 point de pourcentage.

« Alors que nous entrons dans la deuxième année du Programme (de développement durable à l'horizon) 2030, la croissance économique dans les économies de l'Asie-Pacifique est stable mais modeste dans un contexte prolongé de faiblesse de la demande extérieure et du renforcement du protectionnisme commercial », a déclaré dans un communiqué la Secrétaire exécutive de la CESAP, le Dr. Shamshad Akhtar.

« La croissance économique future devra compter davantage sur les gains de productivité, qui eux-mêmes nécessiteront des institutions efficaces et une meilleure gouvernance, dans les domaines public et privé », a-t-elle souligné.

Relever les défis sociaux et environnementaux

La CESAP appelle à mettre en place des politiques fiscales proactives pour relever les défis sociaux et environnementaux auxquels est confrontée la région Asie-Pacifique et « améliorer la qualité de cette croissance », a souligné la Secrétaire exécutive.

Le rapport de la commission note par exemple que l'expansion économique s'est accompagnée d'une inégalité croissante des revenus avec une création inadéquate d'emplois décents dans la région qui est à la traîne en matière de protection sociale. Par ailleurs, les économies en développement d'Asie-Pacifique utilisent deux fois plus de ressources par dollar de PIB que le reste du monde.

La CESAP recommande notamment aux décideurs de la région de réaliser des investissements productifs dans les infrastructures, la protection sociale et l'efficacité des ressources.

La commission souligne qu'une gouvernance efficace peut, par exemple, améliorer les résultats en matière de santé dans le Pacifique, promouvoir la diversification économique en Asie du Nord et centrale et créer des emplois décents en Asie du Sud et du Sud-Ouest. Une meilleure gouvernance pourrait également réduire les lacunes en matière de développement en Asie du Sud-Est et accélérer l'innovation écologique en Asie de l'Est et du Nord-Est.

Des institutions renforcées pour réduire les inégalités

L'enquête évalue la qualité de la gouvernance en analysant les données sur l'Etat de droit, la qualité de la réglementation, le contrôle de la corruption et l'efficacité du gouvernement.

Bien qu'elle observe une amélioration marginale de la qualité institutionnelle dans la région Asie-Pacifique, l'enquête constate que lorsque les institutions sont faibles, les inégalités tendent à augmenter et le rythme de la réduction de la

pauvreté diminue.

Par ailleurs, le rapport de la commission régionale montre que la qualité de la gouvernance influe également sur la mobilisation des revenus, car la volonté de payer les impôts est influencée par la perception par le public de l'efficacité des dépenses publiques.

Iraq : 36 Yézidis libérés après avoir été détenus pendant près de trois ans par Daech



Des enfants et femmes Yézidis qui ont fui la montagne de Sinjar rentrent en Iraq de Syrie par un passage frontalier dans la ville de Peshkhabour dans le gouvernorat de Duhok (archives). Photo: UNICEF / Wathiq Khuzai

1 mai - Un groupe de 36 Yézidis, dont des femmes, des hommes et des enfants, a récemment été libéré après avoir retenus en captivité et soumis à l'esclavage par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), appelé aussi Daech, depuis près de trois ans, a indiqué le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Ce groupe est arrivé à Duhok, dans le Kurdistan iraquien, il y a deux jours, a précisé OCHA dans un communiqué de presse publié dimanche.

Les femmes et les jeunes filles yézidies sont actuellement soignées dans des centres mis en place par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), avec le soutien du gouvernement néerlandais, et ont bénéficié d'un hébergement, de vêtements, et de premiers soins médicaux et psychologiques.

Les survivantes pourront bénéficier ensuite d'un traitement et d'un suivi spécialisé dans des centres pour femmes spécialement créés par l'UNFPA, avec le soutien des gouvernements du Canada et des États-Unis. Dans ces centres, elles recevront une aide médicale, psychologique, psychiatrique et juridique.

On estime que près de 1.500 femmes et filles sont toujours en captivité et sont exposées à des abus sexuels prolongés par l'EIIL.

« Ce que ces femmes et ces jeunes filles ont enduré est inimaginable », a déclaré la Coordinatrice humanitaire pour l'Iraq, Lise Grande.

« L'ONU, par l'intermédiaire de l'UNFPA, fera tout son possible pour fournir le soutien médical et psychologique spécialisé dont elles ont besoin. Nous remercions les gouvernements du Canada, du Japon, des Pays-Bas, de la Norvège et des États-Unis de soutenir ces efforts. Les services offerts par l'UNFPA donnent de l'espoir aux personnes les plus brutalisées par le conflit », a déclaré Mme Grande.

Soudan du Sud : le chef de l'ONU demande aux belligérants de cesser les hostilités



Une patrouille de l'ONU dans l'Etat du Nil Supérieur, au Soudan du Sud. (archives). Photo MINUSS

29 avril - Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est déclaré troublé samedi par l'escalade de la violence et des souffrances des civils au Soudan du Sud à la suite de la récente offensive gouvernementale.

« Nous demandons instamment au gouvernement et aux autres parties belligérantes de cesser les hostilités, de protéger les civils et de coopérer avec les Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires afin d'assurer un accès sûr à tous les civils en danger imminent le long de la rive ouest du Nil », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

« La recrudescence des combats constitue un mépris flagrant et sans pitié des promesses faites lors du Sommet de l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement) du 25 mars 2017 concernant la mise en œuvre d'un cessez-le-feu et

la facilitation de l'accès humanitaire”, a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a rappelé qu'il n'y avait pas de solution militaire à la crise au Soudan du Sud.

“Nous espérons que les partenaires régionaux et internationaux se joindront à nous pour encourager les parties à revenir rapidement à la table des négociations et nous nous engageons à travailler avec l'Union africaine et l'IGAD pour garantir un règlement pacifique du conflit”, a dit son porte-parole.

L'UNESCO célèbre la capacité du jazz à unir les peuples



Le trompettiste et compositeur de jazz, Wynton Marsalis (à gauche), et le bassiste de jazz, Christian McBride, se produisent lors d'un concert de jazz au siège de l'ONU en 2012.
Photo ONU/Devra Berkowitz

30 avril - À l'occasion de la 6e Journée internationale du jazz, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a célébré dimanche tous les musiciens, les peintres, les écrivains, les historiens, les universitaires et les passionnés de jazz du monde entier, qui rendent hommage au jazz, à sa capacité d'unir les peuples et à ses contributions à la paix.

« Nous célébrons aujourd'hui la forme d'art internationale du jazz et sa capacité de promouvoir le dialogue entre les cultures, de tirer tout le parti de la diversité, d'accroître le respect pour les droits de l'homme et toutes les formes d'expression », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, dans un message.

Selon l'UNESCO, l'histoire du jazz s'inscrit dans la quête de la dignité humaine, de la démocratie et des droits civiques. « Son rythme et sa diversité ont renforcé la lutte contre toutes les formes de discrimination et de racisme », a dit Mme Bokova.

La Havane est cette année l'Hôte mondial de la Journée internationale du jazz, témoignant des liens étroits de la ville avec le jazz. Ville natale de chefs d'orchestre renommés, Mario Bauzá et Frank « Machito » Grillo, La Havane, et plus largement la culture musicale florissante de Cuba, ont donné naissance au mouvement du jazz afro-cubain, fruit de la rencontre des cultures et des peuples de la région.

Pour la première fois, la Journée internationale du jazz fera l'objet de toute une semaine de célébrations à La Havane, autour d'ateliers, de projections de film, de spectacles et de concerts dans l'ensemble de la ville.

« L'UNESCO est fière de s'associer de nouveau au Thelonious Monk Institute of Jazz et à l'Institut cubain de la musique pour rappeler toute l'importance du jazz, de la liberté, de la créativité, de la diversité et de l'unité. L'attention appelée cette année sur Cuba témoigne du pouvoir du jazz de créer des passerelles et de rassembler les femmes et les hommes autour de valeurs et d'aspirations communes », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO.